

# LETTRE OUVERTE AU FUTUR MINISTRE DE LA SANTÉ

## Demain vous serez Ministre de la santé...

Comme vos prédécesseurs, il est probable que vous ne mesurerez pas l'état de notre système de santé. Permettez au médecin généraliste libéral, conventionné en secteur 1, en exercice, directeur d'un établissement privé de soins de suite et Président du deuxième syndicat poly-catégoriel de médecin que je suis, de vous écrire.

*Nous n'avons pas besoin de nous connaître, la crise est là, historique, sans précédent, terrible.*

Depuis des années, nous alertons sur la dégradation des soins et sur les difficultés que nous rencontrons pour garantir à chaque femme et homme de ce pays tant la qualité du soin que l'égalité devant le soin. Qui que vous soyez, vous avez forcément un passé politique, et vous portez donc une part de responsabilité face à l'inaudibilité de ces appels, et dans la mise en œuvre de réformes, souvent inadaptées, parfois destructrices et au final régulièrement inutiles.

Depuis des années notre système de santé s'effondre : trop de centralisation, de destruction de la proximité, de restructurations, de regroupements, trop d'hôpitaux usines. Trop d'idéologie, trop de mépris, trop d'ignorance, trop d'économie, d'encadrement, trop d'efficacité et la casse organisée et méthodique de la médecine libérale et hospitalière. Des médecins faits responsables des conséquences transformées en causes, et un désert qui avance...

Et nous tenons, à l'hôpital, en ville, notre engagement éthique et déontologique auprès de nos patients, notre résilience, notre capacité d'adaptation, notre professionnalisme, masque la réalité : le système tient et celles et ceux qui le tiennent, de moins en moins nombreux face à une demande de soin qui ne cesse d'augmenter, s'épuisent... nous tenons et c'est notre plus grande erreur, parce que, ce faisant, nous masquons la crise et nous vous permettons de regarder ailleurs.

Et pourtant, savez-vous que faute de soignants, dans le secteur hospitalier public, comme dans le secteur hospitalier privé, l'offre de soin se restreint à force de fermetures de lits en lien avec la fuite des personnels soignants ?

Savez-vous que l'on retrouve ces départs et donc ces manques de mains qui soignent au sein des services d'urgences, et que, une après l'autre, ces lumières dans la nuit s'éteignent ?

Savez-vous qu'en Haute- Garonne, 28% des lits de chirurgie et 22% des lits de médecine sont actuellement fermés ? Que la demande de soin elle, ne baisse pas et que sa réponse connaît chaque jour de nouvelles difficultés.

Savez-vous qu'en ville, les médecins n'arrivent plus à faire face aux besoins ? A force de départ non remplacés, et donc à force d'épuisement, et donc, à force de départs.

Savez-vous qu'ils ne trouvent plus de remplaçants, que les heures s'ajoutent aux heures, et qu'ils devront à terme s'arrêter quelques jours... pour se protéger.

Et l'on voit combien les difficultés des uns rejaillissent sur les autres, que les médecins de ville soient moins nombreux sur un territoire, et les patients ne peuvent trouver de suivi de qualité, pas de qualité sans suivi régulier, les besoins augmentent et avec eux les hospitalisations ... via les urgences... mais les urgences manquent de mains, et du fait des fermetures de lits d'aval ne peuvent faire sortir les patients. Les patients sur des brancards s'ajoutent aux patients sur des brancards, des heures, et des heures, et des heures... en ville les rendez-vous auprès des spécialistes ne trouvent pas de solutions avant des mois, parfois même des années ! Et lorsque le médecin généraliste veut hospitaliser un patient il se heurte à l'impossibilité de réponse à sa demande en lien avec cette même pénurie de lits et de blouses.

*Cela fait 25 ans que j'exerce et je l'affirme, jamais nous n'avons connu cela, jamais.*

Qui que vous soyez, vous devez prendre conscience de l'urgence. Celles et ceux qui vous diront que les réformes en cours vont résoudre la crise vous tromperont. Ni le Ségur de l'Hôpital, ni les CPTS, ni le SAS, ni les MSP, ni l'ouverture des actes médicaux à d'autres professions, ni les infirmières référentes ou les pharmaciens référents ne résoudront la crise, n'empêcheront les drames. Ces solutions sont déjà en place ou se développent, et, force est de constater qu'elles n'empêchent pas les arrêts définitifs d'activité pas plus qu'elles ne favorisent les installations. Ces solutions visent à masquer, pour quelques temps encore l'effondrement et à compter encore et toujours sur l'engagement des professionnels de santé, l'un remplaçant l'autre, l'autre remplaçant l'un, sans résoudre la terrible équation : plus de patients, pour un même nombre de soignants, plus de demande de soins, plus d'épuisement, moins de soignants.

La transformation du numérisé en numérique, ne résoudra rien avant 20 ans. La médecine est un compagnonnage et le nombre de médecins en formation ne peut dépasser les possibilités universitaires et hospitalières et les études sont longues, parmi, sinon les plus longues. La création d'une quatrième année validante pour la médecine générale, ne vise pas non plus à résoudre la problématique mais à répondre à la demande immédiate

des élus qui font face à la peur de leurs administrés, un traitement symptomatique d'une pathologie aiguë, là où il faudrait un traitement de fond à une pathologie chronique.

L'ouverture du champ de la médecine de ville aux groupes de cliniques et donc aux financiers ne résoudra rien non plus, et pour une réponse partielle, immédiate en trompe l'œil sur certains territoires, une médecine de marché sera installée avec son lot de sélection de patients, soumis à des protocoles de soins calculés sur des bases coût/rendement et à des parcours imposés à chaque étape du soin, au sein des différentes structures propriétés du même groupe, seul gagnant de l'opération.

Vient le temps des grands desseins, vous ne pourrez l'éviter, nécessité vous y oblige, nous ne tiendrons plus très longtemps et si rien n'apparaît, nous pourrions préférer nous aussi la réponse symptomatique et créer une crise aiguë pour mettre un terme à cette maladie chronique qui tue notre système de santé.

Cette lettre, n'a pas vocation à vous donner des solutions, elles existent, mais il faudrait plus que quelques centaines de signes, pour vous les donner. Cette lettre a pour but de vous ouvrir les yeux et de vous mettre, avant votre prise de fonction, devant vos responsabilités.

Qui que vous soyez, vous devrez demain, réunir les représentants des professionnels de santé autour d'une même table, en une conférence de santé permanente, au-delà des secteurs, au-delà des exercices, vous devrez accepter de leur donner la parole, vous devrez accepter de faire de votre administration une administration à leur service, facilitatrice et à l'écoute, vous devrez accepter de leur donner les moyens de faire et faire avec eux. Vous devrez considérer les soignants, ces mains qui soignent, non plus comme des rouages d'un système mais comme des partenaires, respectés et porteurs de savoirs et d'expériences irremplaçables.

Qui que vous soyez, votre mission sera lourde, vous devrez accepter de prendre le temps de l'écoute et de la co-construction, accepter de vous débarrasser des idéologies et des dogmes, accepter de réformer à front renversé, le soin devant l'économie, l'économie au service du soin et pour cela privilégier la science contre tous les faux prophètes, contre tous les profiteurs de crises.

Vous n'avez, qui que vous soyez, pas d'autres solutions, l'effondrement est là, vous ne pouvez l'ignorer.

Qui que vous soyez, nous vous attendons, d'une façon ou d'une autre, prêts à agir.



Dr Jérôme Marty Président UFMLS